

Le budget

extérieur et le ministre des Finances nous promettaient que le libre-échange allait nous ouvrir de nouvelles perspectives commerciales, des marchés plus vastes, une croissance accélérée. Au contraire, la balance commerciale a chuté, et nous sommes en très mauvaise position en ce qui concerne notre excédent commercial, et c'est encore pire du point de vue du change.

C'est un problème qu'aucun gouvernement ne tolérerait, sauf le nôtre. Son arrogance éhontée est telle qu'hier, au cours de la période des questions, le ministre des Finances a dit qu'on allait maintenir les intérêts à un taux élevé. Telle est la position du gouvernement du Canada. Un taux d'intérêts élevé va raffermir le dollar, nos exportations vont diminuer, donc nous aurons moins d'argent pour payer les 3 millions de dollars l'heure qui s'en vont à l'étranger. C'est un cercle vicieux. Nous sommes enlisés mais, dans son budget, le ministre des Finances ne dit pas comment nous allons nous en sortir.

Il ne s'inquiète pas du fait que pas une heure ou pas un jour ne passe sans que le pays ne doive encore plus d'argent aux banquiers et aux investisseurs étrangers, ce qui nous empêche de jouer un rôle important sur le marché international.

Est-ce avoir le sens des responsabilités? Je répète ma première observation: il est temps que les Canadiens sachent que ce n'est pas le genre de budget dont nous avons besoin.

Allons un peu plus loin et disons que nous nous faisons du souci au sujet du marché international. Quels sont les critères de base de la concurrence sur ce marché? Tous les rapports du Conseil économique, du Conference Board et de la Banque du Canada disent que nous devons être innovateurs et créateurs. Nous devons développer nos talents et nos connaissances si nous voulons devenir concurrentiels.

Qu'avons-nous dans le budget? Comment le ministre des Finances réagit-il à ce défi? Je vais vous dire comment il réagit. Il réagit en diminuant les crédits à l'enseignement supérieur. Il réagit en sabrant dans la recherche et le développement. Il tarit graduellement les sources d'investissements qui nous permettraient d'être concurrentiels. Comment le gouvernement peut-il avoir l'audace de dire aux gens, qu'il faut devenir plus compétitifs, plus productifs, être plus ingénieux et créateurs, quand il réduit les subventions aux universités et aux projets de recherche et de développement et qu'il ne tient aucun compte du fait que notre pays devrait rester

dans le peloton de tête, sans parler des engagements en matière d'éducation, de recherche et de développement qu'avait pris le premier ministre au cours d'importantes réunions et qu'il renie complètement aujourd'hui, puisque c'est dans ces domaines qu'il réduit les dépenses?

Il y a pourtant une exception et je voudrais la mentionner. Un secteur obtient encore de fortes subventions, totalisant plus de 250 millions de dollars, c'est le programme de productivité de l'industrie du matériel de défense qui accordera des subventions à l'industrie pour qu'elle fabrique des armes et participe à la course aux armements.

• (1350)

Qu'ont en commun *The Economist*, le *Washington Post*, les revues françaises, allemandes et russes? Elles parlent toutes de la fin prochaine de la course aux armements et mentionnent que chacun des pays devrait penser aux dividendes de la paix. Que doit-on faire alors pour repenser nos budgets et réaffecter nos fonds à la formation, à l'éducation et à la recherche? Que doit-on faire pour renforcer notre pays? Sûrement pas encourager les investissements dans l'industrie du matériel de défense. Pour la première fois en 45 ans, on nous donne la chance de réorienter notre société. Le gouvernement se rend-il compte de la situation? Y a-t-il quelque chose dans son budget qui nous en donne la preuve? Le budget de la défense s'élève à près de 12 milliards de dollars et les subventions accordées à la productivité de l'industrie du matériel de défense atteignent 250 millions.

Je ne veux pas dire que nous devons couper les vivres à la défense. Nous avons besoin d'une politique. Nous devrions songer à convertir notre secteur de la défense. Et il y a d'autres mesures que nous pourrions prendre. Depuis un an, soit depuis le dépôt du dernier budget, nous soutenons que nous pourrions utiliser les fonds de la défense pour toutes sortes de projets innovateurs, pour affirmer, par exemple, notre propre souveraineté, pour faire de la base de Summerside un centre de maintien de la paix, et pour bien d'autres choses. Mais le gouvernement n'a rien fait en ce sens, absolument rien. Il croupit dans sa routine; pendant que tous les autres pays se rendent compte du dividende qu'ils peuvent tirer, nous fermons complètement les yeux sur cette occasion rêvée.

Il me semble que le budget aurait pu proposer une autre solution, qui aurait prouvé aux Canadiens qu'ils avaient affaire à un ministre des Finances innovateur, et non à un ministre pour qui seul le déficit compte.